

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA SEANCE DU 16 JUIN 2022  
Délibération n°2022/16

**Date de la convocation :** L'an Deux Mille Vingt Deux,  
Le 16 juin,  
08 juin 2022  
**Date d'affichage :** A Quatorze heures trente, les membres du Comité Syndical du PETR Ternois – 7 Vallées se sont réunis en séance publique, au Pôle de Vie Communal, 8, route de Saint Pol de Croisette (62130), après convocation légale en date du Huit Juin Deux Mille Vingt Deux sous la Présidence de Monsieur BACHELET Claude, Président.  
08 juin 2022

Présents ou Représentés : Tous les membres en exercice, à l'exception de :

- |                                 |                              |
|---------------------------------|------------------------------|
| - Monsieur Benoît HOGUET        | - Monsieur Michel MASSART    |
| - Madame Marie Claude PAGERIE   | - Monsieur Steve PRINGARBE   |
| - Monsieur Jean François THERET | - Madame Isabelle QUENEHEN   |
| - Monsieur Jean Claude DARQUE   | - Monsieur Benoît THERET     |
| - Monsieur Michel EVRARD        | - Monsieur Gérard VANDENHOVE |
| - Monsieur Philippe LEJOSNE     | - Monsieur Eric VERNUSSE     |

Secrétaire de séance : François DOUAY

**Nombre de membres :**  
En Exercice : 36  
Présents : 24  
De Votants : 24  
  
**Objet de la délibération :**  
Approbation de la déclaration de projet n°1 emportant la mise en compatibilité du SCoT du Pays du Ternois

La séance ouverte, M. Le Président rappelle aux membres du comité syndical la délibération du 28 janvier 2021 prescrivant la procédure de déclaration de projet relatif au développement de l'entreprise Ingrédia et qui emporte la mise en comptabilité du SCoT du Pays du Ternois afin de rendre possible ce projet d'extension. La mise en compatibilité concerne le retrait de la limitation de l'extension prévue à l'Est de la zone d'activité dévolue au développement économique par le SCoT. Initialement dimensionnés au SCoT pour permettre une extension d'environ 5 Ha, les besoins, de l'ordre de 9,7 Ha, nécessitent une évolution des règles du SCOT.

Il est rappelé également que cette procédure s'inscrivait également dans le cadre de la finalisation et l'approbation du PLU de Saint-Pol-sur-Ternoise faisant l'objet d'avis de l'Etat et notamment le rappel du rapport compatibilité du PLU envers le SCoT. Dans ce contexte, Il est précisé que le compte foncier global dévolue aux développements d'activités économiques sur le territoire du SCoT reste identique, ce qui nécessite en contrepartie une procédure de mise en compatibilité du PLU de Frévent pour déclasser une partie de ses réserves foncières économiques à urbaniser en zone Naturelle.

L'enquête publique relative à l'objet de la présente délibération a été organisée du 11 avril au 11 mai 2022, soit 31 jours consécutif.

À la suite des remarques des personnes publiques associées et du commissaire enquêteur, l'évaluation environnementale du document a été complétée, notamment sur :

- Les services écosystémiques,
  - La prise en compte des zones Natura 2000,
  - La capacité de la station d'épuration de la Zone Industrielle,
  - L'intérêt général du projet, doublement justifié par la mise aux normes de l'entreprise et l'accroissement de son activité,
- Vu La loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au Renouvellement Urbain ;
  - Vu La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) dite loi Grenelle II
  - Vu La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 dite « loi pour l'Accès au Logement et en urbanisme Rénové » (ALUR) ;
  - Vu Le code Général des Collectivités Territoriales ;
  - Vu Le code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.143-44 et L.143-50 ;
  - Vu Le code de l'environnement et notamment l'article L126.1 ;
  - Vu La délibération du Syndicat Mixte du SCOT du Pays du Ternois en date du 7 avril 2016 approuvant le SCOT du Pays du Ternois ;
  - Vu L'arrêté préfectoral du 8 juin 2017 portant transformation du Syndicat Mixte du SCOT du Pays du Ternois en Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Ternois-7vallées ainsi que les arrêtés modificatifs correspondants ;
  - Vu la délibération du Syndicat Mixte PETR Ternois en date du 28 janvier 2021 prescrivant la procédure de déclaration de projet sur l'intérêt général relatif au développement de l'entreprise INGREDIA à l'est de la zone d'activité économique Nord de la commune de Saint-Pol-sur-Ternoise emportant mise en compatibilité du SCOT du pays du Ternois ;
  - Vu la délibération de la communauté de Communes du Ternois en date du 24 mars 2022 portant approbation du PLU de la Ville de Saint-Pol-sur-Ternoise
  - Vu le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint qui s'est tenue le 4 mars 2022, qui détaille les avis émis par les personnes publiques associées (présentes à la réunion ou par courrier) ;
  - Vu l'arrêté du Syndicat Mixte PETR en date du 22 mars 2022 mettant à l'enquête publique le dossier complet de déclaration de projet ;
  - Vu l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale du 8 février 2022 ;
  - Vu l'avis de la commission départementale de la consommation des espaces agricoles du 15 février 2022 ;
  - Vu l'avis du Syndicat Mixte du SCoT de l'Arrageois (SCOTA) du 04 mars 2022 ;
  - Vu l'avis du Syndicat Mixte Canche et Authie (SYMCEA) du 18 mars 2022 ;
  - Vu l'avis de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) du 18 mars 2022 ;
  - Vu l'avis du Conseil Départemental du Pas-de-Calais ;
  - Vu le rapport de synthèse de l'enquête public du commissaire enquêteur en date du 23 mai 2022 ;
  - Vu le mémoire du Syndicat Mixte PETR en réponse au Procès-Verbal de synthèse à la suite de l'enquête publique en date du 03 juin 2022 ;
  - Vu le rapport de conclusion et d'avis du commissaire enquêteur réceptionné le 13 juin 2022.

CONSIDERANT QUE le projet revêt un caractère d'utilité publique ou d'intérêt général en ce qu'il permet le développement d'un pôle agro-alimentaire d'intérêt régional ;

CONSIDERANT QUE le dossier de mise en compatibilité du SCOT a fait l'objet de modifications pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, conformément aux prescriptions du Code de l'Urbanisme,

CONSIDERANT QUE le dossier de mise en compatibilité du SCOT, tel que présenté au comité syndical est prêt à être approuvé,

CONSIDERANT QU'IL est composé des pièces suivantes :

- La notice justifiant l'intérêt général du projet,
- La notice de mise en compatibilité,
- L'évaluation environnementale,
- Le résumé non technique,
- Le DOO du SCOT modifié.

**Vote :**

Pour : 24

Contre : 0

Abstention : 0

Au vu des éléments présentés, Monsieur le Président demande aux membres du Conseil Syndical de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL SYNDICAL :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

Mention  
exécutoire :  
Oui

APRES en avoir débattu,

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés

**DECIDE :**

- D'approuver les modifications apportées au dossier de déclaration projet et de mise en compatibilité du SCOT,
- D'adopter la déclaration de projet n°1 telle qu'elle est annexée à la présente délibération.

Conformément à l'article L.153-58 du code de l'urbanisme, la déclaration de projet emporte approbation des nouvelles dispositions du SCOT du Pays du Ternois.

- Autorise M. le Président à signer tous les actes et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.
- Indique que le dossier de déclaration de projet est tenu à la disposition du public au siège du PETR aux jours et heures d'ouverture habituels.
- Conformément aux articles R.143-14 et R.143-15 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural et en mairie de Saint-Pol-sur-Ternoise durant un mois et d'une mention dans au moins un journal diffusé dans le département.

La présente délibération, accompagnée du dossier complet de déclaration de projet, sera notifiée :

- Au président de la Communauté de Communes du Ternois,
- A Monsieur le Préfet de Région, Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais, madame la Préfète de la Somme et Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-Mer,
- Aux Présidents du Conseil Régional et du Conseil Départemental,
- Aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat et de la Chambre d'Agriculture,
- Aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale limitrophes.

En outre, la délibération sera publiée au recueil des actes administratifs.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an susdits.  
Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme,  
Le Président,  
Claude BACHELET

Acte rendu  
exécutoire après  
dépôt en Préfecture  
d'Arras le  
et publication et  
notification du

